

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 9 juillet 2013 sur les quatrièmes tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité

REPONSE du SIEL, Syndicat Intercommunal d'Energies du département de la Loire

Préambule

Pour cette consultation, le SIEL tient à souligner que la période de consultation entre le 9 juillet et le 16 août est peu favorable aux contributions, ce qui est regrettable car le sujet est extrêmement important.

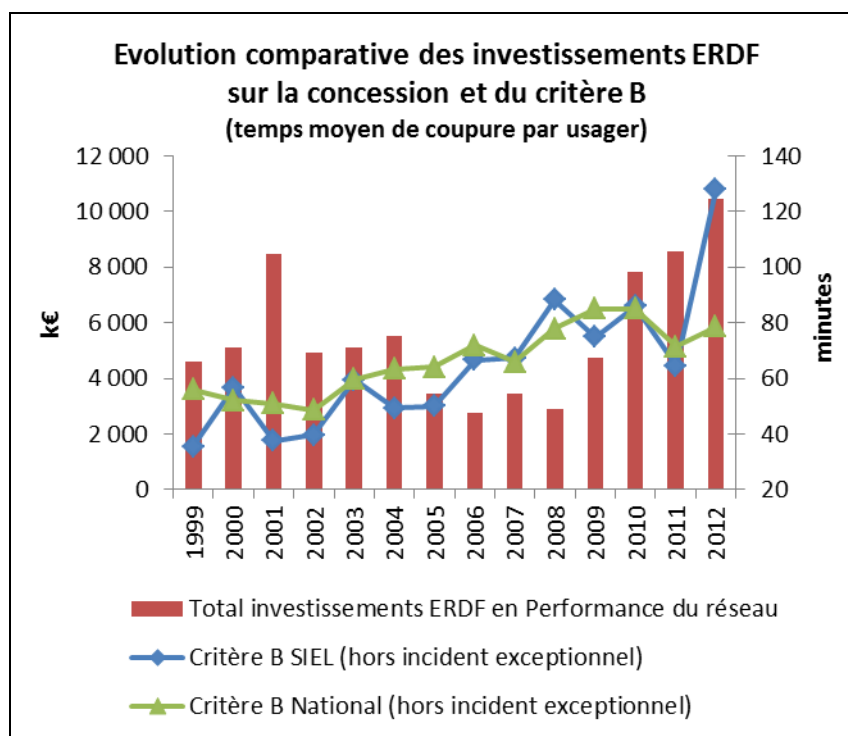
A. Méthodologie de calcul des charges de capital

1. Les objectifs poursuivis par la CRE

- 1.1. Prendre en compte les spécificités des concessions de distribution publique d'électricité
- 1.2. Assurer la capacité du gestionnaire de réseau à soutenir durablement une trajectoire d'investissement à la hausse

Question 1 : Partagez-vous l'analyse qui précède sur l'augmentation des besoins d'investissement ?

Le SIEL constate depuis de nombreuses années, et notamment le début des années 2000 que la qualité de l'électricité se dégrade dans la Loire, en Rhône Alpes et sur l'ensemble du territoire français. Cette dégradation était effectivement liée à la diminution des investissements du concessionnaire ERDF, comme le montre le schéma ci-dessous :



De plus, les autorités concédantes considèrent que le programme d'installation et de renouvellement d'équipements de conduite, de télécommandes et d'automatismes est à accélérer indépendamment des nouveaux modes de production.

1.3. Créer un cadre tarifaire favorable à l'investissement

1.3.1. Stabilité et lisibilité

1.3.2. Une rémunération marginale qui incite à l'investissement

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité que la rémunération marginale incite à investir ?

Le TURPE doit couvrir a posteriori l'ensemble des investissements, en particulier via le compte de régulation des charges et des produits. Le risque lié à un investissement étant quasiment nul, il devrait suffire d'une incitation modeste pour encourager l'investissement.

ERDF étant filiale à 100% du groupe EDF, cette dernière pourrait inciter sa filiale ERDF à avoir des taux de rémunération marginale plus élevée, ce qui se reporterait automatiquement sur les consommateurs de l'électricité.

Aussi, si le principe d'une rémunération marginale incitative est intéressant, il convient de s'attacher à prendre en compte la situation de monopole régulé de ERDF, sans vrai risque concessif.

De plus, les investissements du distributeur doivent être réalisés à bon escient, il ne faudrait pas créer d'effet pervers avec des surinvestissements qui augmenterait de fait le coût de l'électricité....

Globalement, il serait intéressant de renforcer les sanctions financières partiellement existantes en cas de non respect des critères de qualité, et du programme d'investissement. Il serait intéressant de pouvoir décliner, conjointement avec l'Autorité Concédante, le programme pluriannuel d'investissement, avec les trajectoires définies par le TURPE, à la maille des concessions....ce qui conforterait le contenu des conférences Loi NOME.

Question 3 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'absence d'incitation à investir dans la méthode de couverture des charges de capital du TURPE 3 HTA/BT ?

Les autorités concédantes se prononcent en faveur d'une rémunération des moyens de financement réellement engagés par le distributeur et ont pleinement adhéré à la logique du TURPE 3 HTA/ BT

Concrètement, les provisions et amortissements des concédants, utilisés ou non, et les remises gratuites ne peuvent donner lieu à rémunération. De plus, il convient de s'interroger d'une part sur le niveau du taux de rémunération de 7.25% alors que les taux chutent, et d'autre part, sur le niveau de la trajectoire d'investissement qui n'est pas atteint.....

La question de l'indépendance de ERDF, filiale d'EDF est toujours sous jacente, il est important de bien s'assurer de la neutralité des interactions des flux financiers, des liens décisionnels financiers et/ou fonctionnels, etc....

Aussi, conformément à la règle de transparence des textes communautaires et nationaux, il est essentiel que le TURPE soit calculé de façon à garantir effectivement l'indépendance des gestionnaires de réseaux vis-à-vis des intérêts de leur société mère.

Il est donc impératif que la méthode de calcul du TURPE 4 permette à ERDF de développer les réseaux qu'elle exploite en toute indépendance de sa maison mère EDF.

Les autorités concédantes se prononcent pour une programmation des investissements associant les concédants et qui s'imposerait à ERDF. Conscients de ce que cette évolution ne relève pas de la mécanique tarifaire elle-même, ils demandent que le TURPE 4 sanctionne le sous-investissement via un renforcement substantiel des pénalités pour insuffisance de qualité selon une approche déclinée à la maille départementale ou interdépartementale.

2. Méthodologie de calcul des charges de capital

2.1. Méthode demandée par ERDF

Question 4 : Pensez-vous que la segmentation de la BAR fondée essentiellement sur la maîtrise d'ouvrage permet une correcte prise en compte des spécificités concessives ? Ou pensez-vous qu'il faille retraiter de la BAR l'ensemble des actifs réputés financés par les concédants ?

Le SIEL 42 est étonné que la segmentation de la BAR assimile les affectations de provisions pour renouvellement et d'amortissements de financements des concédants à des financements de l'entreprise, en omettant de considérer que les provisions et amortissements de financements de concédants non-affectés constituent des financements gratuits....Ce qui est contraire aux motifs de l'annulation du TURPE3.

Question 5 : Pensez-vous que l'utilisation du CMPC normatif appliqué à la BAR définie par ERDF au paragraphe 2 de sa demande permet une correcte prise en compte des spécificités concessives ?

Question 6 : Que pensez-vous, dans le cadre d'une telle approche, de la " rémunération du risque d'exploitation " définie par ERDF au paragraphe 5 de sa demande ? Quelle est votre appréciation sur le niveau de cette rémunération ?

Par manque d'informations sur les ressorts du taux d'1% affiché par ERDF, le SIEL dans l'incapacité de répondre précisément à la question.


Par contre, il est possible de s'interroger et mettre en parallèle d'un côté la marge pour risque d'1% appliquée à la BAR des concédants et de l'autre côté la prime de risque incluse au taux de 7,25 % (4 à 5 % par différence avec un taux de financement long terme de 2-3 %) appliqué à la BAR ERDF.....aucune commune mesure


Question 7 : Que pensez-vous de l'indication d'ERDF selon laquelle les provisions pour renouvellement ne sont pas couvertes dans cette méthode ?

Les autorités concédantes ont toujours soutenu que les TURPE 2 et TURPE 3 (avant annulation) couvraient implicitement les dotations à la provision pour renouvellement au travers de la sur-rémunération des capitaux investis procurée à ERDF.

ERDF veut s'appuyer sur le TURPE pour clore définitivement en sa faveur tout débat avec les concédants sur le sujet des provisions. Cette position n'est pas acceptable.

Les autorités concédantes rejettent donc avec force toute solution qui :

-  ne couvrirait pas les dotations aux provisions,

-  ne déduirait pas des financements à rémunérer le stock de provisions accumulées.

Toute méthode qui n'assurerait pas simultanément la couverture des dotations et la non-rémunération du stock engendrerait un appauvrissement patrimonial des collectivités publiques (via la fonte des " droits des concédants »).

Les autorités concédantes soutiennent strictement la même demande au sujet des amortissements des financements des concédants, autre obligation des contrats de concession dont le point 4 de la proposition d'ERDF exclut la couverture.

Question 8 : Le retraitement tarifaire proposé par ERDF est lié pour une large part à une restitution des dotations aux provisions pour renouvellement et à l'amortissement du financement des concédants des tarifs antérieurs. Que pensez-vous de ces " traitements tarifaires passés " ?

Le SIEL par manque d'informations à la compréhension de la régularisation de 0,8 Md € s'interroge et ne peut répondre concrètement à cette question

Question 9 : Avez-vous d'autres remarques sur la méthode proposée par ERDF ?

Il est essentiel pour le SIEL si la méthode ERDF était retenue que

- ✚ les dotations aux provisions et aux amortissements des concédants y soient couvertes en vertu des contrats
- ✚ les reprises sur provisions ne puissent revenir à ERDF
- ✚ le stock de provision et d'amortissements de financements des concédants ne soit pas rémunéré à ERDF
- ✚ les redevances de concession versées au concédant soient incluses au CRCP
- ✚ un complément de redevance visant, selon une logique d'affermage, à combler le reste à charge que les concédants subissent sur leurs investissements propres après FACE et R2 soit inclus au TURPE.

2.2. Méthode alternative

Question 10 : Pensez-vous que cette méthode permet une correcte prise en compte des spécificités concessives ?

Le SIEL reconnaît que la " méthode alternative " prend en compte les spécificités d'une concession, à savoir

- ✚ couvrir les dotations aux provisions
- ✚ couvrir les dotations aux amortissements des financements des concédants
- ✚ être en cohérence avec les pratiques des périodes tarifaires antérieures (retirer des capitaux à rémunérer l'intégralité du stock de provisions et d'amortissements des concédants, affectés ou non)
- ✚ confirmer l'abandon de la déduction du TURPE des remises gratuites des concédants, déjà effective dans TURPE 3 bis/ter

Par contre, le taux de rémunération des capitaux propres et de marges sur actifs sont surestimés et doivent impérativement être ajustés à la réalité des marchés financiers.

Question 11 : Que pensez-vous du principe d'appliquer une marge sur la totalité des actifs gérés par ERDF ? Que pensez-vous du niveau de cette marge ?

Le SIEL est favorable au principe d'une marge de rémunération du risque d'exploitation proportionnelle aux actifs gérés, par contre comme cela a été signifié à la question précédente, le niveau de cette marge semble surestimé, car ERDF ne supporte pas de vrais risques avec sa

situation de monopole. De plus, si l'on ramène ce taux à ce que mentionne ERDF dans sa méthode au §5, le distributeur évalue à 1% la marge pour risque des actifs des concédants ...

Question 12 : Pensez-vous que le calcul des capitaux propres régulés devrait inclure les immobilisations en cours ?

Cette position est nouvelle et jusqu'à ce jour, il fallait qu'elles soient en service pour entrer dans les actifs à rémunérer, aussi, le SIEL ne voit aucune raison objective de rémunérer les immobilisations en cours de réalisation. Si tel était le cas, il conviendrait de traiter l'ensemble des composantes du bas de bilan pour rester cohérent.

Question 13 : Etes-vous favorable à une couverture explicite ou implicite des dotations aux provisions pour renouvellement ?

Le SIEL retrouve, avec grand intérêt, dans " méthode alternative " la position du rapporteur public de la décision de novembre 2012 qui couvre les dotations aux provisions pour renouvellement et y est favorable.

Question 14 : Pensez-vous que le niveau de rémunération marginale des nouveaux investissements est satisfaisant ?

Comme cela a été répondu aux questions précédentes, le niveau de rémunération marginale de 8.6% est beaucoup trop élevé.....Sur la base d'un taux sans risque avant impôt de 3,1% et d'une marge sur actifs gérés d' 1% (à l'image de ce que sollicite ERDF dans sa proposition), la rémunération marginale des nouveaux investissements revient à 4,1%.....

Question 15 : Avez-vous d'autres remarques sur cette méthode ?

Il est essentiel pour le SIEL si la méthode Alternative était retenue :

- ✚ que les reprises sur provisions, soient transférées aux droits des concédants.
- ✚ les redevances de concession versées au concédant soient incluses au CRCP
- ✚ un complément de redevance visant, selon une logique d'affermage, à combler le reste à charge que les concédants subissent sur leurs investissements propres après FACE et R2 soit inclus au TURPE.

B. Charges à couvrir par les tarifs

Question 16 : Que pensez-vous des évolutions tarifaires proposées ?

Question 17 : Etes-vous favorable à une synchronisation des mouvements tarifaires des tarifs de transport et de distribution d'électricité ?

Le SIEL est favorable à tout dispositif qui offre une meilleure transparence et une lisibilité accrue des tarifs, qui pourrait également s'étendre aux tarifs régulés de vente.

C. Structure tarifaire

Question 18 : Que pensez-vous des évolutions de grilles tarifaires proposées ?

Cette question est délicate, car il serait intéressant de pouvoir mesurer, au préalable, l'impact d'une telle évolution en ayant un état des lieux notamment du parc de logements chauffés électriquement,sans un minimum de données il n'est pas possible au SIEL de se prononcer. Par contre, ce sujet était important, un débat national sur cette thématique pourrait être lancé.